

Helmut Creutz

LE SYNDROME DE LA MONNAIE

Extraits

Économie de marché	3
Intérêts	4
Croissance	6
Dettes	7
Inflation	9
Chômage	10
Pauvreté	11
Injustice des revenus	13
Environnement	14
Guerre(s)	16
Spéculation	17
Effacement de la dette	18

AVANT-PROPOS

Le chômage, la dette publique, la destruction de l'environnement, la polarisation grandissante de la société sont, dans les médias, des thèmes récurrents. On en cherche les causes dans les comportements humains ou les décisions politiques, rarement dans les conditions économiques et quasiment jamais dans le domaine de l'argent.

Il y a 20 ans, le courrier d'un lecteur m'a incité à réfléchir au rapport entre ces phénomènes. Sceptique au départ, j'ai approfondi mes études et j'ai trouvé dans notre système monétaire de plus en plus de contradictions et d'anomalies, ce qui n'a fait que me motiver davantage. Et cela d'autant plus lorsque j'ai constaté que ces anomalies ont non seulement une influence durable et néfaste sur nos économies et notre vie mais qu'elles se renforcent mutuellement.

Les conclusions de ce travail d'analyse vous sont présentées dans ce livre.

Même si le gros des « zones d'ombres » a pu être diminué, il devient de plus en plus urgent, étant donné les évolutions, de se pencher sur le problème de l'argent, c.a.d. sur notre système monétaire.

Helmut Creutz

LE SYNDROME DE LA MONNAIE, © Ed. ECONOMICA, Paris

Économie de marché

Économie de marché – capitalisme

On confond toujours économie de marché et capitalisme, comme on a toujours aussi confondu économie dirigée et socialisme, identifiant souvent les deux termes, or, non seulement ils n'ont rien en commun, mais encore ils peuvent s'exclure. En effet, l'économie de marché est un ordre économique où tous les processus économiques, productions, prix et conditions d'échange, sont uniquement déterminés par l'offre et la demande, alors que le capitalisme [...] est un instrument de pouvoir de type monopoliste.

Fondée sur la réciprocité et l'égalité, la véritable l'économie de marché est, finalement, le système le plus efficace et le plus juste de prestation et de répartition des biens. Mais il ne peut être juste que si des réglementations étatiques des processus économiques empêchent que se créent les monopoles et les cartels résultant des effets capitalistes de plus en plus grandissants.

Qu'entend-on, au juste, par économie de marché?

Le terme d'« économie sociale de marché », créé en Allemagne après la guerre, souligne la justice de cette forme d'économie. Le terme suggère une forme d'économie empêchant, d'emblée, les tensions sociales et régulant celles qui pourraient éventuellement naître. En réalité, c'est un système dans lequel l'État amortit les risques en prévoyant certaines aides. Car à l'exclusion des monopoles mentionnés, une économie de marché peut être, certes, juste en soi au niveau de l'échange, mais injuste dans le sens d'une péréquation sociale pour les défavorisés.

Cette alliance de l'État et de l'économie, dite économie sociale de marché, a fonctionné pendant des décennies en Allemagne, et sous des formes comparables, dans de nombreux autres pays, du moins aussi longtemps que la croissance économique était telle qu'elle rapportait aux caisses publiques des impôts et des charges sociales en hausse permanente. Alors pourquoi l'État social est-il aujourd'hui en difficultés ? Et pourquoi ses difficultés font-elles tant parler de lui ? Pourquoi les voix se multiplient-elles pour dire que l'État social est désormais trop onéreux, et même prédire sa fin ? Comment se fait-il, du reste, que les nations industrielles qui, après la guerre, étaient beaucoup plus pauvres, aient eu assez d'argent pour aménager des systèmes sociaux que, aujourd'hui, elles ne peuvent plus entretenir bien que les richesses se soient infiniment multipliées ?

Avant de répondre à cette question, nous examinerons un deuxième terme, celui d'« économie libérale », aussi très employé, bien qu'il ait tendance à être remplacé par celui de « libéralisation ». Ce dernier englobe le retrait de l'État du domaine de l'économie, ainsi que la suppression du plus grand nombre possible de réglementations, y compris celles qui avaient marqué, jusqu'à présent, le terme d'économie sociale de marché.

Un regard en accéléré sur les cinquante dernières années nous montre qu'en réalité il s'est produit un glissement presque insensible de l'économie sociale de marché vers une économie libérale, où la répartition antisociale des revenus augmente au même rythme que celle de l'endettement et du surendettement de l'État et des entreprises, au même rythme aussi que la prédominance d'un système par définition contraire à l'économie de marché : le capitalisme.

Intérêts

Les intérêts : de quoi s'agit-il en fait ?

De nos jours, on dit volontiers que l'intérêt est le « prix de l'argent ». Or, on ne peut pas acheter d'argent (tout au plus avec une autre monnaie), on le reçoit normalement en échange de prestations et de biens. La notion de « taxe de prêt » n'est pas correcte non plus pour qualifier l'intérêt, car normalement, on n'exige une taxe de prêt que pour les choses qui se détériorent à l'usage. Sur les choses prêtées que l'on récupère à valeur égale (par exemple une livre de farine, cinquante kilos de pommes de terre de semence), il n'est pas d'usage de prélever une taxe de prêt. En effet, le prêteur a l'avantage de récupérer ce qu'il a prêté quand il en a lui-même besoin et en état de fraîcheur. En outre, il économise les frais de stockage, d'entretien et de pertes.

Il en va différemment lorsque le prêt est lié à un inconvénient pour le prêteur. C'est le cas du prêt d'argent, dans la mesure où le prêteur renonce provisoirement à la liberté de pouvoir disposer de son argent à tout moment. *Keynes* parle en l'occurrence de l'« *avantage de la liquidité* » dont est assortie la détention de fonds et, pour cette raison, qualifie l'intérêt de « *prime de liquidité* ».

Bien que l'argent ne soit censé être, en fait, qu'un moyen d'échange et à ce titre un équivalent des biens et prestations, il est donc supérieur à ceux-ci du fait de sa durabilité comme de l'avantage de la liquidité. En outre, ceux à qui il reste de l'argent ne sont pas obligés de le dépenser donc de le proposer sur le marché. Par contre, ceux qui produisent des biens doivent toujours essayer de les vendre pour éviter les frais d'entreposage et les pertes. Celui qui vit de son travail est soumis à une pression encore plus forte : il est obligé de proposer ses services s'il ne veut pas mourir de faim.

C'est donc cette supériorité de l'argent sur les biens et les prestations à échanger que le prêteur se fait payer. Elle est liée en sorte à l'argent par sa construction. Elle est donnée en « cadeau » au détenteur de l'argent qui le prête, et ne correspond pas, pour cette raison, à des prestations de sa part. Au contraire, l'avantage de l'argent provient d'une convention générale selon laquelle ce médium est accepté partout comme moyen de paiement. Cela signifie que l'intérêt a fait son apparition avec le moyen d'échange qu'est l'argent et ses avantages. Et parce qu'il en a été ainsi, il peut être transformé par ceux auxquels il reste de l'argent en un revenu injustifié, que devront payer les autres acteurs du marché.

Les effets des intérêts et des intérêts composés

La plupart des épargnants, qui voient en fin d'année leur compte crédité d'un avoir sans qu'ils n'aient rien fait, pensent que l'intérêt est une chose prodigieuse, et on s'en réjouirait à moins.

En accordant du crédit aux annonces publicitaires des banques, vous aurez, en effet, l'impression que les intérêts sortent de terre miraculeusement, que l'argent travaille, croît et se multiplie de lui-même. Or, ces publicités ne font qu'éveiller des illusions et masquent la réalité qui est tout autre.

Personne n'a encore jamais vu **l'argent travailler**. Le travail est une activité propre à l'être humain, qui l'effectue avec ou sans outils, avec ou sans installations techniques, et quand il utilise des machines, ce sont des machines que lui-même a créées de ses propres mains. L'argent ne travaille donc pas, et il est tout aussi stupide d'affirmer que **l'argent peut croître et se multiplier**. Plantez un billet de banque dans un pot de fleur, vous pourrez tou-

jours attendre avant de voir pousser de l'argent. Les meilleurs engrais n'y feraient rien, qu'ils soient organiques ou chimiques. De même, il y a peu de chances que deux billets de banque « **fassent des petits** » dans votre portefeuille.

Parfois, cependant, la publicité tente d'afficher une certaine sincérité. Dans une annonce passée en 1982 par une banque allemande, on pouvait lire ceci : « Nous vous disons comment gagner de l'argent sans bouger le petit doigt. » Le texte promettait un rapport de neuf pour cent et disait qu'un appel téléphonique suffisait pour doubler son pécule tous les huit ans.

La banque se gardait bien de dévoiler les dessous de l'opération. Car on n'obtient de l'argent « sans bouger le petit doigt » qu'à une seule condition : qu'en le soutirant à une autre personne, à une personne qui, par surcroît, a dû, elle, en revanche, bouger le petit doigt ou se creuser les méninges pour le gagner. Recevoir de l'argent sans travailler, c'est forcément l'avoir soutiré à quelqu'un d'autre. Il n'y a aucune autre possibilité, aucun mystère à cela. En économie, il n'y a ni miracles, ni revenus sans travail. Comme partout, deux fois deux font quatre, et seulement quatre.

L'irréalité du système d'intérêts provient d'un simple calcul. Admettons que, pour assurer l'avenir de leurs enfants, des parents aient placé en 1982 10 000 DEM (5 000 euros) à raison de neuf pour cent d'intérêts dans cette banque. Le placement se serait monté, quarante ans plus tard, en 2022, à 314 000 DEM, permettant déjà aux enfants de vivre de leurs rentes, en touchant chacun 2 400 DEM (1 200 euros) d'intérêts. Ils auraient pu décider de prendre leur retraite huit ans plus tard, en 2030, date à laquelle ils auraient, d'ores et déjà, accumulé 628 000 DEM (314 000 euros) de capital, et doublé la somme mensuelle d'intérêts se montant désormais à 4 800 DEM (2 400 euros). Huit ans plus tard, en 2038, au bout de 56 ans, ils auraient accumulé 1 256 000 DEM de capital et leurs enfants seraient millionnaires avec un revenu mensuel de presque 10 000 DEM (5 000 euros) d'intérêts.

A combien se montent les intérêts cachés ?

Il est notoire que les prix contiennent des frais qui ne devraient pas paraître dans leur calcul, par exemple la taxe sur la plus-value et autres taxes. Or, contrairement aux taxes, le montant des intérêts cachés dans les prix n'est pas fixé à un taux unique, car il ne dépend pas seulement du taux d'intérêt respectivement en cours mais, plus encore, du montant de la somme de capital investi. Ce qui veut dire que les frais d'intérêts compris dans les prix sont le résultat de l'opération capital multiplié par taux d'intérêt. La part proportionnelle de frais d'intérêts contenue dans les prix dépend à son tour d'autres frais dont il est également tenu compte dans les calculs.

Le taux d'intérêt contenu dans le prix d'une corbeille tressée à la main sera minime, puisque son prix est en grande partie déterminé par le salaire. En revanche, pour les produits dont la fabrication exige l'investissement de techniques très développées, comme le fuel et le carburant, les frais de capital constitueront une grande partie du prix, bien que les coûts salariaux soient relativement bas. Le facteur coût qu'est l'intérêt entraîne une augmentation du prix de tous les biens. Un renchérissement qui s'insinue partout et qui, comme les impôts, doit être, en définitive, supporté par le consommateur final.

Ces intérêts que payent les consommateurs reviennent, à la fin de la chaîne, par d'innombrables canaux aux propriétaires de capitaux. Les deux rôles s'unissent dans presque chaque citoyen, car chaque individu, aussi les millionnaires et les milliardaires, paye automatiquement les intérêts contenus dans tout ce qu'il dépense. Et chaque personne perçoit aussi des intérêts, fût-ce du montant des intérêts sur les avoirs d'un livret de caisse d'épargne.

Nous laisserons de côté les dettes personnelles des ménages : les charges que représentent les intérêts d'un ménage sont calculables selon le montant de ses dépenses. Les revenus résultant des intérêts, en revanche, dépendent du montant du capital portant intérêts. Pour que chaque individu puisse juger des effets de l'intérêt sur la gestion de son budget personnel, il doit en premier lieu regarder le rapport entre les intérêts, directs ou indirects, à supporter et les intérêts perçus.

LE SYNDROME DE LA MONNAIE, © Ed. ECONOMICA, Paris, p. 73, 90 – 93, 95

Croissance

Qu'est-ce que la croissance économique ?

Notons que le terme de croissance ne convient pas aux phénomènes économiques. La croissance, la véritable, n'existe que dans la nature. Elle est déclenchée par le sol, la lumière, l'air et l'eau. Ce que nous appelons croissance économique, ce sont, en réalité, des augmentations de prestations et de biens créées par les hommes. Mais le terme est passé dans l'usage et nous devons, bon gré mal gré, l'accepter.

La croissance économique est, comme tous les processus d'augmentation, généralement mesurée en pourcentage par rapport aux chiffres de l'année précédente, et l'on distingue entre un taux de croissance nominal et un taux de croissance réel. La croissance nominale est exprimée en prix journaliers, la croissance réelle en chiffres tenant compte de l'inflation. La croissance économique réelle donne donc l'augmentation réelle des prestations en quantités produites.

De 1950 à 2000 la croissance économique réelle était en Allemagne en moyenne de trois pour cent. Trois pour cent de croissance réelle signifient, par exemple, que si l'on a produit cent voitures au cours d'une année, on en produira cent trois l'année suivante. Ce n'est pas vraiment bouleversant. Or, si nous appliquons cette augmentation de la production de trois pour cent à la production annuelle de voitures, elle représenterait une queue de voitures *supplémentaire*, pare-choc contre pare-choc, allant de la frontière autrichienne à la frontière du Danemark. On imagine aussi l'énergie et les matières premières nécessaires pour produire cette augmentation de trois pour cent, et la consommation d'énergie supplémentaire causée par l'utilisation des véhicules, consommation dont la somme est portée, par surcroît, à l'actif du bilan de la croissance économique.

En outre, trois pour cent de croissance par an ne signifient en aucun cas un nombre de véhicules dont la quantité reste constante, car l'année suivante, le calcul des trois pour cent devra tenir compte de la queue de voitures supplémentaire représentant les trois pour cent de l'année précédente. La base du calcul ne sera plus cent, mais 103 unités. La production se montera, par conséquent, la deuxième année, à 106,09 unités. [...]

Pourquoi les intérêts forcent-ils une économie à croître ?

Si quelqu'un a contracté un crédit sur lequel il paye des intérêts, il doit rembourser plus qu'il n'a reçu. Jusqu'à l'amortissement de son crédit son revenu se réduit du montant supplé-

mentaire qu'il a régulièrement à verser comme intérêts, à moins qu'il ne travaille plus et écoule ce surplus de travail sur le marché. Peu importe qu'il s'agisse d'une personne privée, d'une entreprise, d'une commune ou d'un État. Soit les intérêts appauvrissent ceux qui créent les valeurs, soit ils les obligent à travailler plus.

Les intérêts n'appauvrissent pas seulement, ils peuvent aussi, bien sûr, contribuer à augmenter le revenu. Toutefois, ne peut percevoir des intérêts qu'une personne qui jouit déjà d'un surplus de revenus ayant pu être placé pour rapporter. Le transfert d'intérêts fait augmenter davantage encore les fortunes monétaires, dans la mesure, du moins, où les surcroîts ne sont pas continuellement prélevés et consommés. Les surcroîts d'intérêts placés en biens immobiliers ne représentent qu'un déplacement du capital monétaire vers le capital immobilier. [...]

La croissance des flux d'intérêts étant liée à celle des fortunes monétaires, les créances ne peuvent être satisfaites qu'à condition que le rendement économique se développe. Nous avons dit dans la troisième partie de cet ouvrage, et le croquis le confirme, que les fortunes monétaires croissent beaucoup plus vite que le rendement de l'économie nationale. L'écart qui se creuse entre eux accentue forcément les problèmes qui existent déjà de ce fait.

Certains lecteurs objecteront que l'on ne peut pas comparer le produit national avec les stocks de fortunes monétaires, le produit national étant une grandeur fluide, alors que les fortunes, elles, s'accumulent, et se trouvent, en outre, face à une montagne de dettes. Il est, cependant, possible de comparer les charges qui résultent de ces grandeurs monétaires pour l'économie, à savoir les intérêts, avec le rendement et il faut même le faire. Car la population active, c'est-à-dire salariés, indépendants et entreprises, reverse les parts de revenus réalisés dans les mêmes proportions que les charges à payer, et ils ne peuvent le faire que si, pour un certain temps, le rendement augmente. Tenir des taux d'intérêt positifs avec une telle constance nous condamne à la croissance coûte que coûte, même si l'environnement en fait les frais.

Dettes

Comment en arrive-t-on à des dettes de cette ampleur ?

La principale cause de l'évolution des dettes à une telle échelle est, dans tous les pays, l'évolution démesurée du capital monétaire. Car on ignore, généralement, que les dettes d'un pays ne peuvent augmenter que dans la mesure où l'épargne a, elle aussi, auparavant augmenté. En d'autres termes, on ne peut emprunter que si de l'argent a été par ailleurs économisé.

On ignore également parfois que dans toute zone économique, non seulement les dettes ne *peuvent*, mais encore qu'elles ne *doivent* augmenter que proportionnellement à l'épargne. Car chaque euro économisé qui n'est pas prêté à un tiers fait défaut dans le circuit économique et interrompt forcément la demande. Or, les interruptions de la demande font baisser le chiffre d'affaires, reculer le suivi des commandes et freinent la production. Bref, tout euro retiré du circuit engendre le marasme économique et le chômage et donc des revenus étatiques en baisse, en même temps qu'une hausse des dépenses de l'État, notamment dans le domaine social.

Dans ces périodes de conjoncture boiteuse, les États ressentent à multiples égards une pression croissante et se croient obligés de boucher les trous du budget en prenant des crédits, non seulement parce que c'est le moyen le plus rapide et le plus simple de maîtriser une situation désastreuse, mais avant tout parce qu'il ne serait pas populaire auprès des citoyens et des électeurs d'augmenter les impôts et de baisser les prestations étatiques. D'un point de vue plus général, s'ajoute même une autre raison, la nécessité dont nous venons de parler, du point de vue de l'économie nationale, de boucher le trou entre les épargnes et la contraction de crédits. Sur ce point, l'État a une obligation particulière, comme le faisait remarquer, dès le 11 décembre 1987, dans l'hebdomadaire DIE ZEIT, le professeur des universités en économie, Rüdiger Pohl, qui fut longtemps conseiller du gouvernement allemand, en matière d'économie :

« Notons qu'une prise de crédit étatique n'est pas une fin en soi. Mais si, comme c'est aujourd'hui le cas en République fédérale d'Allemagne, l'offre de capital venant d'épargnes privées est en hausse, et qu'en même temps la demande de capital ... des entreprises reste minime, étant donné qu'elles n'investissent que très prudemment, pour éviter une évolution déflationniste de l'économie, l'État doit alors prendre l'offre excédentaire apparaissant sur le marché. »

En clair, compte tenu de la croissance incessante du capital monétaire, notamment parce qu'il est taxé d'intérêts et d'intérêts composés, toute économie nationale, tout État se trouve dans un triple dilemme : soit augmenter les impôts voire diminuer les dépenses de l'État, soit augmenter les dettes et donc la charge représentée par les intérêts pour les générations futures, soit encore, s'il s'abstient de recourir à cette dernière mesure, de baisser les taux d'intérêt pour diminuer le danger de déflation. Une dernière possibilité reste encore, naturellement, celle de pousser davantage encore la croissance économique. Mais c'est à peine possible dans les nations industrielles, celles-ci étant déjà au comble de la satiété. Ce n'est pas réalisable non plus, notamment à cause du rythme usuraire auquel les capitaux sont annuellement multipliés par les intérêts.

Ce dilemme à plusieurs faces existera forcément aussi longtemps que la croissance des capitaux restera excessive, car c'est bien là le point névralgique de la situation, et si rien ne change de ce côté-là, nous ne ferons que cultiver ce point névralgique. Concrètement, tant que ne peut pas être freiné le mécanisme d'auto-accroissement du capital par les intérêts qui accélère, à son tour, le creusement du fossé entre pauvres et riches, le dilemme du surendettement croissant ne pourra guère se résoudre.

Le plus dramatique est que le service des intérêts de la dette d'État est de plus en plus fréquemment financé par de nouvelles prises de crédit et que l'extension des dettes ne laisse donc aucune liberté de manœuvre pour des dépenses supplémentaires. En Allemagne, la totalité des prises de crédit publiques des trente dernières années, qui se monte au total à une somme d'environ 1 000 milliards d'euros, correspond même presque exactement aux intérêts payés dans le même laps de temps. Ce qui signifie que la montagne de dettes accumulée n'a servi qu'aux bailleurs de fonds de l'État, qui se sont enrichis de ces 1 000 milliards aux dépens de l'intérêt général.

Inflation

Qu'est-ce que l'inflation et quels en sont les effets ?

Le mot inflation vient de inflare = enfler. On entend par là une croissance de la masse monétaire au delà de la croissance du produit national. La conséquence d'une telle croissance est la perturbation de l'équilibre entre l'offre et la demande. En effet, en face de l'offre donnée il y a des possibilités de demande démesurées provenant de l'accroissement de la masse monétaire, ce qui fait que la prestation correspondant à chaque billet de banque, diminue. En d'autres termes : pour acheter chaque produit ou prestation, il faut donner plus de billets. Par rapport à la prestation ou au produit, le pouvoir d'achat de la monnaie diminue donc. Par rapport à la monnaie, le niveau général des prix augmente. La hausse du niveau des prix est donc la raison et non la conséquence de l'inflation, qui se mesure à cette hausse. Au lieu de parler de hausse des prix, on ferait mieux de parler de baisse du pouvoir d'achat de la monnaie. Mais, là, encore une fois, on se laisse irriter par ce qui se passe au premier plan. De même, on parle de coucher du soleil alors qu'en réalité, c'est la terre qui se détourne du soleil.

En expliquant la notion d'inflation, on en nomme les responsables : ce sont ceux qui mettent le trop de billets en circulation. Et ce sont, de nos jours, uniquement les banques d'émission étatiques ou instituées par les États.

Il y a une trentaine d'années, plus d'un politique ou scientifique voyait encore dans l'inflation, du moins dans une inflation modérée, une stimulation positive de la conjoncture. Entre-temps, on a pris conscience des diverses conséquences négatives des poussées de prix inflationnistes, même quand elles sont faibles. En 1987, Peter Gillies, rédacteur en chef du quotidien allemand DIE WELT écrivait :

« L'inflation n'est pas seulement une escroquerie envers l'épargnant, pas seulement la forme la plus antisociale de la répartition, mais aussi le chômage de demain. Il y a belle lurette que la thèse selon laquelle cinq pour cent d'inflation se supporteraient plus facilement que cinq pour cent de chômage ; au contraire, zéro pour cent d'inflation est la condition la plus favorable pour zéro pour cent de chômage. Le fait de croire que le plein emploi peut s'acheter par "une petite hausse des prix" a coûté cher au monde entier. »

Chômage

On distingue généralement, lorsqu'on parle de chômage, entre causes conjoncturelles et causes structurelles. Il y a chômage conjoncturel lorsque la situation du marché subit une évolution négative, c'est-à-dire lorsque la demande est en baisse et, par conséquent, la production aussi. Le chômage structurel est, lui, la conséquence d'une productivité accrue et de délocalisations. Dans les deux cas, il serait possible de compenser la diminution du nombre d'emplois par des réductions du temps de travail et/ou des baisses de salaires, ce qui se heurte à la résistance de ceux qui ont encore du travail. [...]

Quelles sont les causes des variations à long terme ?

Les variations à long terme dans la situation de l'emploi ont des causes dont l'influence agit, elle aussi, sur le long terme. Après 1950 en Allemagne, c'est la reprise de l'économie après la guerre et les besoins énormes causés par les destructions qui ont fait diminuer le taux alors élevé du chômage. Cette reprise de l'économie, qu'on a qualifiée de miracle économique, n'a toutefois pas commencé à la fin de la guerre en 1945 mais seulement à la fin des années 40, après le remplacement par une nouvelle monnaie, de celle que l'inflation des années de guerre avait détruite, c'est-à-dire après ce qu'on a appelé la réforme monétaire. Mais la politique de l'emploi adoptée à cette époque-là par les syndicats a joué elle aussi un rôle tout aussi significatif dans cette rapide diminution du chômage.

[...] les syndicats ont eu le courage, malgré les terribles destructions dues à la guerre et malgré l'accumulation des besoins, d'imposer, au cours des 25 premières années qui ont suivi, une réduction de plus de huit heures de la durée moyenne de travail hebdomadaire, et il n'aura même fallu que dix ans au syndicat pionnier IG Metall pour obtenir dans ses accords tarifaires le même résultat. Cette réduction radicale du temps de travail a permis de réintégrer dans le processus économique des millions d'anciens prisonniers de guerre et de réfugiés de l'Est. La situation du travailleur s'en est aussi trouvée revalorisée. En effet, étant donné le manque de main d'œuvre qui résultait des mesures prises, le travailleur était, dans une certaine mesure, devenu « roi » sur le marché du travail. Il pouvait pratiquement choisir librement ses emplois et était la plupart du temps rémunéré au-dessus du tarif.

De plus, le cours du dollar que l'on avait fixé, et qui était extrêmement favorable aux pays étrangers, a provoqué un boom des exportations auquel il ne fut possible de répondre qu'en faisant appel à des millions de travailleurs immigrés.

Si l'on fait une moyenne des réductions de temps de travail hebdomadaire accordées on aboutit, dans les années 50, à une réduction annuelle de presque trente minutes et d'environ vingt minutes pour les dix années suivantes. Puis [...] on s'est reposé sur ces acquis. [...] à partir de 1966 et pendant plus de 19 ans on en est resté aux 40 heures.

Si l'on considère maintenant l'évolution des salaires hebdomadaires, on constate une tendance inverse de celle constatée pour l'évolution de la durée du travail. Alors que les salaires n'ont augmenté que modérément durant les deux premières décennies, ils ont connu, à partir de 1968, une hausse plus marquée. C'est-à-dire que, durant les deux premières décennies, l'accroissement de la productivité provoque simultanément des hausses de salaires et une diminution du temps de travail. Mais au cours des années suivantes, le gain de productivité a profité pleinement aux salaires alors que la durée du travail restait sensiblement la même. Ce changement dans la politique syndicale, quelle qu'en soit la raison, a eu évidemment des conséquences sur le marché du travail. L'augmentation rapide du volume de la production et

des revenus a fait s'accélérer également l'évolution des phénomènes de saturation et a provoqué un surplus de main d'œuvre en constante augmentation. C'est une conséquence qui jusque-là avait toujours été compensée par les réductions régulières du temps de travail. Par ailleurs, les entreprises ont réagi aux phénomènes grandissants de saturation en réduisant leurs capacités d'extension. Les conséquences que cela a eues sur la situation de l'emploi n'ont pu être compensées qu'en partie par une dynamisation de la croissance économique, dynamisation rendue possible par un déferlement massif de publicité et des exportations en constante expansion.

Si les syndicats avaient poursuivi la politique d'emploi qu'ils avaient menée durant les années 60 et 70, en réduisant par exemple le temps de travail hebdomadaire de 15 minutes par an en moyenne, le temps de travail hebdomadaire qui était de 41 heures en 1970 aurait été ramené à 37 heures $\frac{1}{4}$ en 1985 et à 33 heures $\frac{1}{2}$ en l'an 2000. Ainsi, la productivité qui n'a cessé d'augmenter durant les trente dernières années aurait pu être absorbée et on aurait pu ainsi éviter que le socle incompressible du taux de chômage ne continue d'augmenter. Évidemment, la hausse des salaires bruts aurait parallèlement été moindre mais les salaires nets n'auraient quasiment pas été modifiés. Car, si l'écart ne cesse de grandir entre salaires bruts et salaires nets, c'est essentiellement aux personnes en situation d'emploi qu'il incombe de payer le coût important que représentent ceux qui sont exclus du monde du travail.

Le plein emploi est par conséquent toujours possible si l'on adapte avec souplesse la répartition du travail existant (et bien sûr le salaire correspondant) entre tous les candidats à l'emploi. Il y aura toujours des chômeurs si, pour répondre à une diminution de la quantité de travail à fournir, on réduit le nombre des actifs au lieu de réduire le nombre d'heures de travail.

Là, il faut reposer la question de savoir si, suite aux gains de productivité, il n'aurait pas mieux valu réduire les prix au lieu de répercuter les gains d'une productivité accrue sur les salaires. Car une baisse des prix aurait profité à tous, y compris aux retraités et surtout aux familles, voire même aux populations des pays en voie de développement. Le niveau de vie des nations industrialisées aurait certes moins progressé, mais aussi les difficultés que nous connaissons entre-temps, difficultés liées aux différences de niveau de vie et qui ne feront qu'augmenter à l'avenir. Et le problème posé dans nos pays par la différence de revenus entre l'industrie et l'agriculture n'aurait jamais atteint cette ampleur qui nous contraint désormais à accorder des subventions de plus en plus élevées.

LE SYNDROME DE LA MONNAIE, © Ed. ECONOMICA, Paris, p. 340 – 345

Pauvreté

Le contexte de la « nouvelle pauvreté »

L'ex-patron de syndicat allemand, Ernst Breit, a déjà à la fin des années 80 évoqué l'augmentation en Allemagne d'une pauvreté honteuse face à une richesse insolente. Un peu plus tard, dans un article du quotidien SÜDDEUTSCHE ZEITUNG, on pouvait lire que, « dans la riche République, la pauvreté augmentait en même temps que le nombre de millionnaires ».

On commence à parler en Allemagne de « nouvelle pauvreté » et en Suisse de « Working Poor » pour signaler que cette pauvreté ne touche pas seulement les chômeurs. Lors de débats parlementaires on a présenté des rapports sur la pauvreté. L'autre côté de la médaille, à savoir l'émergence de la richesse, a malheureusement jusqu'à présent moins retenu l'attention bien que l'augmentation de la richesse soit en fin de compte la cause du développement de la pauvreté, même si au premier abord cela semble contradictoire.

Peut-il aussi y avoir de la pauvreté sans richesse ?

Le terme de richesse est sans doute relatif. Le bénéficiaire d'aide sociale dans des nations industrialisées sera considéré comme riche par quatre-vingts pour cent des habitants de la planète et jalouxé pour sa situation aisée, mais il sera considéré comme pauvre par un manager dans les pays riches. C'est pourquoi il faut d'abord analyser ce qu'on entend par riche ou pauvre en fonction du contexte national. On pourrait pratiquer un classement sur la base de la répartition des patrimoines mais faute d'une documentation suffisante, il est plus simple de choisir comme critère les revenus dont finalement les patrimoines sont constitués.

Afin de disposer pour une telle analyse de points de comparaison et de points de repère, applicables à l'ensemble des pays, les spécialistes des sciences sociales ont opté pour le schéma simplifié suivant : on emploie le terme de pauvreté lorsque le revenu par ménage est inférieur de 50 % au revenu moyen du pays et on parle de richesse lorsque le revenu dépasse le double du revenu moyen. Il peut donc y avoir des écarts allant de 1 à 4 dans la zone du milieu entre les deux extrêmes. Tout ce qui se situe au-dessous ou au-dessus du milieu fait seulement partie de la catégorie pauvre ou riche.

On peut évidemment contester ce type de délimitations. Pourtant elles permettent et facilitent l'établissement de comparaisons entre passé et futur à l'intérieur des pays ainsi que des comparaisons entre les pays, même s'il s'agit de pays ou de régions aux stades de développement différents. Mais surtout, et nous arrivons ainsi au thème principal, grâce à ces délimitations, on peut démontrer l'interdépendance entre pauvreté et richesse, et surtout la polarisation croissante des deux catégories.

Quelles sont les conséquences d'un écart grandissant de la fourchette pauvreté / richesse?

Le maire de la ville de Hambourg, Ortwin Runde, déplorait déjà au temps où il était sénateur chargé des affaires sociales la montée rapide dans cette ville de deux groupes de population, à savoir le groupe des assistés sociaux, et celui des millionnaires. Au cas où cette tendance ne s'estompe pas, le maire avait alors prédit l'avènement de « conflits comme en Amérique latine ». Ce scénario est sans doute trop extrême et les prévisions sur l'avenir sont toujours discutables. Pourtant, on est tenté de projeter dans l'avenir cette évolution amorcée selon la formule : Qu'est-ce qui se passerait si ...

Injustice des revenus

Quand y a-t-il injustice des revenus ?

L'injustice des revenus nous fait généralement penser à un propriétaire d'un magasin qui gagne dix fois plus qu'une de ses vendeuses, ou encore à une vedette de la chanson qui encaisse 100 000 dollars ou 100 000 euros pour une soirée. En ce qui me concerne, peu m'importe que ces personnes gagnent autant d'argent tant que personne ne m'oblige à me rendre dans un certain magasin ou à assister à une manifestation quelconque. Ce qui, en revanche, m'agace, c'est de savoir que le propriétaire du magasin et la star de la chanson, en portant la majeure partie de leurs revenus à la banque, feront doubler en dix ans, et quadrupler en vingt ans leurs économies sans avoir eu besoin de bouger le petit doigt. Car bien que je n'aie jamais mis les pieds dans le commerce de ce propriétaire et que je n'aie jamais assisté à un concert de la star de la chanson, la facture de la multiplication de la monnaie m'est tout de même toujours présentée.

Des revenus perçus sans avoir travaillé sont donc beaucoup plus injustes que tous les revenus obtenus par le travail, si grand que puisse être l'écart entre eux. Les revenus perçus sans prestations en contrepartie dépassent, en outre, largement les revenus liés à des prestations. Un ouvrier peut gagner cent dollars ou cent euros par jour de travail et une personne à gros salaire même mille euros, là n'est pas l'injustice. Ce qui est injuste, c'est que ces mille euros par jour puissent être encaissés sans bouger le petit doigt par quelqu'un qui possède une fortune de cinq millions, à raison de six pour cent d'intérêts. Une personne possédant cinquante millions encaissera ce montant même toutes les deux heures et demie, et si elle possède 500 millions, elle l'encaissera quatre fois par heure et touchera environ cent mille euros en vingt quatre heures. Et ce sont cent dollars, ou mille euros, qui tombent du ciel toutes les quatre vingt dix secondes enrichissant une personne qui possède cinq milliards de dollars ou d'euros, soit environ un million en vingt quatre heures.

On est, curieusement, souvent plus irrité par des gains dix fois supérieurs à un salaire normal, comme dans le premier exemple cité, mais on prête à peine attention aux revenus gigantesques obtenus sans prestations en retour, comme ceux que nous venons d'exposer. Peut-être parce qu'un revenu de l'ordre de dix fois un revenu normal est encore concevable, alors que des revenus de l'ordre de cent, mille ou dix mille fois un revenu normal dépassent l'entendement par leurs dimensions, et davantage encore les revenus de plusieurs millions.

Environnement

Les conséquences d'une croissance économique durable pour l'environnement

L'expansion du rendement économique entraîne forcément une augmentation de la consommation des ressources, et donc aussi des montagnes de déchets, ainsi que des atteintes à la santé de la population, même dans les cas où des investissements servent à la protection de l'environnement. La construction de murs antibruit, l'isolation phonique des fenêtres, les stations d'épuration ou les installations de filtrage sont des mesures qui engagent des matières premières et de l'énergie pendant leur fabrication, mais souvent aussi pendant leur utilisation. [...]

Une croissance sans nuisances environnementales est-elle possible ?

Le calcul du produit national, qui sert d'indice de mesure de la croissance économique, tient compte, non seulement des prestations productives mais aussi des prestations de service et de leurs revenus. Il semble évident que, pour parvenir à diminuer les problèmes écologiques de plus en plus graves engendrés par la croissance économique, il faudra développer le secteur des prestations de service et cesser de développer la production. Il est d'ailleurs très souvent envisagé de combattre le problème du service des intérêts par l'expansion des prestations de services, ce secteur nécessitant moins de capital.

Rappelons, à ce sujet, que les prestations de service d'une économie nationale ne peuvent se développer que si le besoin matériel de la société est garanti, et que si l'on dispose d'excédents une fois les besoins satisfaits. Ces excédents, qui permettent d'assurer les besoins matériels des salariés du secteur de prestations de service, ne peuvent cependant être réalisés que dans celui de la production. La consommation des ressources n'est donc pas réduite, mais canalisée vers un secteur.

Prenons l'exemple de dix familles vivant sur une île et devant pourvoir seules à leurs besoins. Elles ne peuvent désigner, parmi elles, un enseignant pour leurs enfants que si les neuf autres personnes produisent les excédents qui permettent de rémunérer le travail de celui-ci. À mesure que le secteur de service se développe, il faut, dans toute économie nationale, que le secteur de la production s'intensifie et qu'il soit extrêmement efficace. Or, les hausses d'efficacité par salarié supposent, en général, une hausse correspondante du capital, du matériel et de l'énergie. [...]

L'impôt écologique est-il une solution ?

La chance de survie de nos enfants dépend du patrimoine planétaire que nous leur léguons. Il faut donc en prendre soin. Et nous ne pouvons en prendre soin qu'en donnant aux biens naturels, les matières premières, mais aussi au sol, à l'air et à l'eau, un prix correspondant à leur valeur et à leur rareté. On parle depuis des années de l'impôt et des taxes écologiques pour la protection des ressources, mais il n'a pas été suffisamment pratiqué jusque là. Et c'est de nouveau l'argent qui explique le renvoi irresponsable de décisions politiques qui seraient pourtant urgentes. Non pas que l'argent manque pour la protection de l'environnement mais on craint que les taxes pour la protection de l'environnement inhibent la croissance économique.

Les États fortement endettés sont tout particulièrement touchés par cette obsession de la croissance. Une baisse de la croissance économique entraîne, en effet, une baisse des recettes

fiscales et une augmentation des charges, ce qui ne résout pas et complique même le problème du service des dettes. Aucun État ne peut, de nos jours, fût-ce pour cette raison, se permettre l'introduction d'un impôt écologique véritablement efficace susceptible de freiner la consommation des ressources.

Ainsi, le rêve d'une gestion économique durable, d'un suivi écologique et sanitaire s'inscrivant dans un cycle naturel, ainsi que du recours à des technologies douces restera aussi longtemps irréalisable que les fortunes monétaires continueront à augmenter et devront être reconduites dans le circuit économique par de nouvelles prises de crédit toujours plus élevées. Et les fortunes monétaires continueront à croître aussi longtemps que les intérêts ne seront pas soumis, comme d'autres prix de rareté, aux lois de saturation du marché.

L'économiste suisse Hans-Christoph Binswanger, l'un des rares à se pencher plus profondément sur les questions écologiques et monétaires, a ainsi résumé la situation il y a quelques années dans une interview :

« Quatre vingt-dix-neuf pour cent des hommes ne voient pas le problème monétaire. La science ne le voit pas, l'économie ne le voit pas, elle le déclare même 'inexistant'. Or, tant que nous ne reconnaissons pas l'économie monétaire comme un problème, le tournant écologique n'est pas vraiment possible. »

Pourquoi nous allons à notre perte

[...] On ne peut éviter la diminution des revenus des actifs que si le produit social augmente constamment, et cela au moins dans l'ordre de grandeur de celui de l'exigence du capital qui augmente d'année en année. Si la relation de répartition entre capital et travail doit être conservée, il faut que la croissance économique corresponde au moins en pourcentage à celle du capital financier. Mais une telle augmentation constante de rendement comme accentue tant la consommation des ressources que la destruction de l'environnement. Cette « issue » permettant de sortir de la crise socio-économique mène par conséquent rapidement à la crise écologique. Ainsi sommes-nous menacés non seulement par des catastrophes environnementales mais aussi par des conflits violents qui ont pour but l'appropriation des ressources de plus en plus rares. À cause du surdéveloppement dans le domaine monétaire, la société est de toute façon, menacée par la violence : les conflits sociaux et les crises écologiques deviennent de plus en plus insupportables.

LE SYNDROME DE LA MONNAIE, © Ed. ECONOMICA, Paris, p. 310-312, 314/315, 445

Guerre(s)

Argent, guerre et destruction de capital

Dès les dernières décennies du XX^e siècle, les flux de réfugiés demandeurs d'asile dans le monde entier ont fait de plus en plus la une de la presse. Les causes qui poussent à fuir reflètent toujours et de multiples manières les conséquences de notre système économique mal structuré. Ceci vaut pour les répartitions des dettes et des intérêts creusant de plus en plus le fossé entre riches et pauvres, ainsi que pour la question du sol nulle part encore résolue. D'autre part, l'évolution inflationniste des monnaies dans de nombreux pays pauvres fait augmenter le flux des réfugiés. Enfin, dernière cause et non la moindre, les nations industrialisées, avec leurs exportations d'armement, ne font qu'aggraver la misère et l'oppression dans les pays pauvres.

Mais il s'avère probablement encore plus dangereux pour la paix dans le monde de placer des masses toujours grandissantes de capitaux financiers pour les faire fructifier. Comme, malgré une croissance économique constante, cela n'est guère réalisable de manière suffisante, seule la destruction partielle de capitaux peut souvent faire place nette pour de nouveaux placements. Ce qui se produit déjà lors d'effondrements de conjoncture, et des récessions économiques qui entraînent, par le biais de faillites et de fermetures d'entreprises, une réduction des capitaux en biens. [...]

« La guerre est la 'crise d'assainissement' la plus vaste et la plus efficace qui soit pour se débarrasser des surinvestissements. Elle ouvre d'énormes possibilités supplémentaires pour de nouveaux investissements de capitaux et entraîne la consommation complète et l'usure des réserves accumulées de marchandises et de capitaux. Elle le fait surtout plus rapidement et plus radicalement qu'il est possible de le faire au cours des périodes de dépressions habituelles, même avec un très grand soutien artificiel. Ainsi la guerre est-elle le meilleur moyen de repousser toujours davantage la catastrophe finale qui mettrait fin à l'ensemble du système capitaliste. »

Ernst Winckler, « Théorie de l'ordre naturel du monde », 1952

A la raréfaction de capitaux contribuent plus efficacement encore les catastrophes naturelles, et plus encore les immenses dévastations au cours de conflits militaires sous forme de guerres civiles ou de guerres entre peuples. Là, ce ne sont pas seulement l'usure des armes et leur nécessaire remplacement qui sont lucratifs, mais aussi la reconstruction consécutive aux conflits. L'armement et la guerre ne permettent pas seulement de placer d'une manière particulièrement efficace les excédents d'argent pour qu'ils rapportent. Ils servent aussi, le cas échéant, à empêcher les intérêts de descendre sous le seuil qui provoquerait une grève des investissements et ainsi un effondrement déflationniste de l'économie.

Spéculation

La prolifération des spéculations

Dans un type d'économie jeune, c'est-à-dire qui s'est développée sur la base d'une nouvelle monnaie, il n'existe au début pour ainsi dire pas de spéculation. Tous les revenus vont dans la consommation, les excédents de revenus, qu'ils soient directs ou sous forme de dépôts bancaires, sont placés dans des investissements plus que nécessaires.

Cet état de choses se modifie au cours des années, sous l'influence de deux facteurs qui se renforcent mutuellement : le premier est constitué par le recul du besoin d'investissements nécessaires dû à un phénomène de saturation. Le deuxième est constitué par les revenus excédentaires de plus en plus conséquents d'un patrimoine monétaire au sein de groupes minoritaires. C'est cette accumulation de patrimoine monétaire et la diminution des possibilités d'investir, donc la baisse des rendements qui en découlent, qui vont faire privilégier un placement d'argent dans des affaires à risque. Certaines personnes vont se contenter de fréquenter les casinos dont l'État encourage l'ouverture, d'autres vont choisir de jouer au loto classique ou sportif, d'autres enfin vont commencer à boursicoter parce qu'elles trouvent cette activité plus intéressante et surtout plus sûre. Les Bourses, en créant sans cesse de nouvelles variations de jeu plus complexes, sont elles-mêmes devenues des sortes de casinos. Et pour que cette participation au Monopoly boursier ne soit pas réservée à quelques nantis, d'astucieux spécialistes en placements financiers, agences ou consultants, proposent à Monsieur Tout le Monde d'y participer par le biais de mises modestes placées dans des fonds monétaires et autres produits similaires.

Que ce genre d'opération, même lorsque les risques sont soigneusement répartis, puisse mener à la déroute, voilà une expérience douloureuse faite par des centaines de milliers de personnes ayant investi dans un des premiers fonds à l'échelle mondiale, le fonds Bernie Cornfield, créé dans les années 60 et devenu depuis légendaire. Il lui a fallu moins de dix ans pour se retrouver en complète cessation de paiement.

Effacement de la dette

L'effacement de la dette est-il la bonne solution ?

Que l'on exige l'effacement de la dette, du moins pour les pays les plus pauvres, est compréhensible. Tant qu'il s'agit de crédits d'Etat, la chose est assez facilement réalisable et s'est pratiquée de temps à autres à petite échelle, mais n'est guère possible pour les crédits bancaires qui composent la plus grande partie des dettes du Tiers-Monde. Car l'argent prêté par les banques ne leur appartient pas, il est la propriété des épargnants. La bonne solution consisterait par conséquent à diminuer proportionnellement tous les actifs bancaires d'un montant correspondant à celui des dettes remises.

Il est de règle en Allemagne de réduire ainsi du même montant les deux postes lorsque les crédits sont accordés directement et que l'emprunteur est insolvable. Celui qui avait prêté son argent à quelqu'un qui a fait faillite ne peut plus exiger d'être remboursé. Cela signifie dans ce cas qu'un actif financier équivalent disparaît en même temps que les dettes. Mais les banques n'ont pas le droit de rejeter ainsi le risque sur les épargnants. La conséquence en est qu'elles doivent elles-mêmes compenser ces pertes. Et elles le font en se constituant des réserves correspondantes. Ces réserves sont approvisionnées pour moitié environ par les marges d'intérêts plus importantes qu'elles exigent de tous les emprunteurs. Les emprunteurs les répercutent à leur tour en grande partie sur les prix et ainsi sur les consommateurs. L'autre moitié des crédits perdus, les banques en Allemagne les récupèrent normalement auprès du ministère des Finances, puisqu'elles ont la possibilité de déduire de leurs impôts la totalité de leurs pertes.

Cela signifie qu'en cas de remise de dettes accordée par les banques, on ne saigne pas les investisseurs, qui des années durant ont encaissé les intérêts payés par les pays du Tiers-Monde et qui sont les vrais responsables de l'insolvabilité de ces pays. Bien plus, on oblige ainsi tous les citoyens à assumer de telles remises de dettes généreusement accordées par des banques ou par des états. Dans cette affaire, sont perdants essentiellement les citoyens qui ne retirent aucun ou un avantage minime en intérêts des crédits accordés. Et ce sont généralement les plus pauvres.

Et comme, en procédant aujourd'hui ainsi lors de remises de dettes et que, par conséquent, il n'y a pas de destruction de capital, l'endettement dans le monde ne cesse d'augmenter d'une manière effrénée. Car il faut trouver le plus vite possible de nouveaux emprunteurs pour remplacer ceux libérés de leurs dettes.

D'autre part, une remise de dettes accordée par les banques a pour conséquence que le pays libéré de sa dette, tout comme un emprunteur dans l'économie en général, est déclaré insolvable. Ce pays voit ainsi non seulement sa réputation entachée mais a aussi moins de chance d'obtenir de nouveaux crédits et, s'il y parvient, alors uniquement à un taux d'intérêt plus élevé.